

# Le Bangladesh ne veut pas froisser le secteur textile

LE MONDE | 09.05.2013 à 11h31 • Mis à jour le 09.05.2013 à 14h49

Par Julien Bouissou ([/journaliste/julien-bouissou/](#))



L'incendie d'un site de confection de Tung Hai Group, dans une zone industrielle de Dacca, a causé la mort de huit personnes, jeudi 9 mai. | REUTERS/ANDREW BIRAJ

## New Delhi Correspondance

Le Monde.fr a le plaisir de vous offrir la lecture de cet article habituellement réservé aux abonnés du Monde.fr. Profitez de tous les articles réservés du Monde.fr en vous [abonnant à partir de 1€ / mois](http://www.lemonde.fr/abo/?clef=BLOCABOARTMOTNEA) (<http://www.lemonde.fr/abo/?clef=BLOCABOARTMOTNEA>) | [Découvrez l'édition abonnés](#) ([teaser/?url\\_zop=http%3a%2f%2fabonnes.lemonde.fr%2fedition-abonnes%2f](http://teaser?url_zop=http%3a%2f%2fabonnes.lemonde.fr%2fedition-abonnes%2f))

Le Bangladesh a annoncé, mercredi 8 mai, la fermeture de dix-huit usines textiles, sur les 4 500 que compte le pays, pour des raisons de sécurité, après l'effondrement, il y a près de quinze jours, d'un immeuble, le Rana Plaza, qui abritait cinq ateliers de confection à Savar, dans la banlieue de Dacca.

Confronté au pire accident industriel de l'histoire du pays – 912 corps ont été retrouvés, selon un bilan provisoire –, alourdi encore par un nouveau drame, l'incendie d'un site de confection de Tung Hai Group, dans une zone industrielle de Dacca, qui a causé la mort de huit personnes, jeudi, le gouvernement bangladais et les industriels du secteur sont pressés d'agir pour améliorer les conditions de sécurité des travailleurs.

L'Union européenne a menacé de suspendre le "système des préférences généralisées" dont bénéficie le Bangladesh, grâce auquel ses entreprises ont accès au marché européen sans quotas ni droits de douane.

Enfin, la colère monte parmi les rescapés et les familles des victimes. Comme si le carnage de l'accident ne suffisait pas, ces derniers ont dû se battre pour obtenir des compensations et le remboursement de leurs frais d'hospitalisation. Ils ont bloqué, mardi, plusieurs artères conduisant au lieu du drame pour faire entendre leurs revendications, aussi modestes soient-elles : quatre mois de salaires, soit 200 euros pour avoir de quoi vivre en attendant de retrouver un travail. L'association des exportateurs et des fabricants bangladais d'habillement (BGMEA) ne leur a finalement distribué qu'un mois de salaire par année passée dans l'usine. Le gouvernement attend de connaître le bilan définitif de l'accident pour indemniser les familles des victimes.

### **80 % DES EXPORTATIONS**

Le gouvernement a-t-il seulement la volonté et les moyens d'améliorer les conditions de travail ? Interrogée sur la chaîne américaine CNN, la première ministre, Sheikh Hasina, a indiqué que des *"accidents pouvaient avoir lieu partout dans le monde"*, allant même jusqu'à affirmer que *"le Bangladesh était maintenant un endroit où les bonnes conditions étaient réunies pour y investir"*.

Le gouvernement craint que les grandes chaînes d'habillement s'approvisionnent dans d'autres pays, comme le Vietnam, menaçant un secteur qui représente 80 % des exportations et emploie près de la moitié de la main-d'œuvre industrielle.

Dans les jours qui ont suivi l'effondrement du Rana Plaza, un comité a été chargé d'examiner les causes de l'accident, mais comme à chaque lendemain d'incendie, les comités voient le jour sans que la situation s'améliore. Les syndicats indépendants sont toujours interdits dans le pays. Trente des plus grands propriétaires d'usines textiles siègent au Parlement de Dacca.

Selon le Centre bangladais pour la solidarité des travailleurs, la moitié des députés possèdent directement ou indirectement des usines textiles. Le propriétaire de l'immeuble qui s'est effondré était l'un des leaders locaux de l'Awami League, le parti au pouvoir.

*"Les règles existent. Il faut juste qu'elles soient appliquées. Mais le gouvernement est trop corrompu et n'a pas les moyens humains de les faire respecter"*, explique A. K. Enamul Haque, professeur d'économie à l'université United International de Dacca. En juin 2012, le ministère du travail ne comptait que dix-huit inspecteurs pour contrôler dans la capitale près de 100 000 usines.

Les visites imprévues menées par les chaînes d'habillement chez leurs

fournisseurs ne suffisent pas à éviter les accidents. Les usines visitées, souvent situées au coeur de zones économiques spéciales, remplissent toutes les normes de sécurité. Les accidents se produisent ailleurs : dans des ateliers qui sous-traitent leur production dans les pires conditions.

### "RÉGULER LE SECTEUR"

Or, cette cascade de sous-traitants est difficile à contrôler. Des vêtements de la marque Walmart ont été retrouvés dans les décombres d'une usine qui a pris feu le 24 novembre 2012, poussant le géant américain de la distribution à mettre en place une politique de "tolérance zéro" vis-à-vis de ses fournisseurs, prévoyant l'annulation des contrats si ces derniers sous-traitent les commandes sans son autorisation. *"Mais on ne peut pas nous imposer un système d'approvisionnement en flux tendu, des bas prix de production et des normes de sécurité draconiennes"*, rétorque un industriel bangladais.

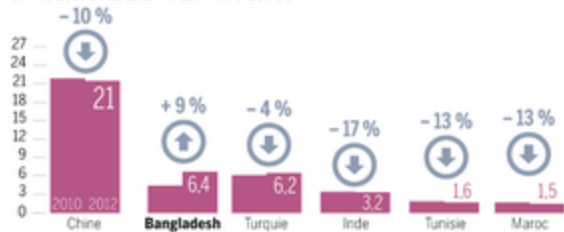
A. K. Enamul Haque ne voit qu'une solution pour améliorer les conditions de sécurité : *"L'organisme représentatif des usines textiles doit réguler le secteur, quitte à créer une autorité indépendante où seraient aussi représentés salariés et chaînes d'habillement."*

Reste la question des syndicats. Les industriels craignent qu'ils soient inféodés aux deux grands partis du Bangladesh, et perturbent l'activité des usines en cas de troubles politiques dans le pays. Si un syndicat avait été autorisé dans l'immeuble qui s'est effondré à Savar, l'accident aurait pu être évité. A la veille du drame, des fissures étaient apparues sur les murs, et les ouvriers avaient été obligés de reprendre le travail.

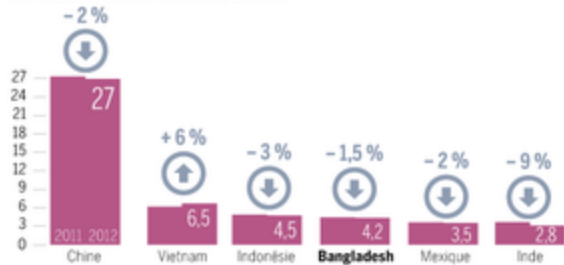
*"Cette tragédie montre que le droit de s'organiser en syndicats dépasse la seule question des hausses des salaires. Il permet de sauver des vies"*, plaide Brad Adams, le responsable en Asie de l'ONG Human Rights Watch.

### Bangladesh, deuxième fournisseur de l'Europe en 2012

ÉVOLUTION DES IMPORTATIONS EUROPÉENNES DE TEXTILE-HABILLEMENT ENTRE 2010 ET 2012, EN MILLIARDS D'EUROS

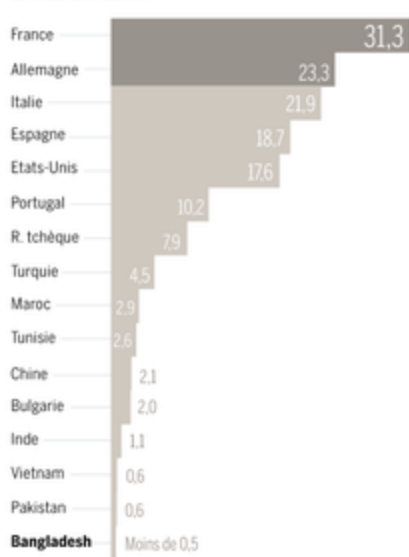


ÉVOLUTION DES IMPORTATIONS AMÉRICAINES DE TEXTILE-HABILLEMENT ENTRE 2011 ET 2012, EN MILLIARDS D'EUROS



### Coût horaire dans le secteur textile

EN 2011, EN DOLLARS



### France : les vêtements en provenance du Bangladesh

EN PART DE MARCHÉ EN 2012



SOURCE : FÉDÉRATION DE LA MAILLE ET DE LA LINGERIE, FÉVRIER 2013